

explosif du siècle prochain, exigeant un changement fondamental d'approche et de stratégie de développement", affirme la Banque Mondiale.

Sur les 21 villes dont la population dépassera les dix millions d'habitants dans les années 90, 17 se situeront dans les pays en voie de développement.

Et, d'ici l'an 2000, 20 des 25 plus grands centres urbains mondiaux se trouveront dans les parties les plus démunies de la planète ; depuis 1950, la population des villes du Tiers-Monde est déjà passée de 300 millions à 1,3 milliard de personnes.

Evouquant la situation en Afrique, M. Saouma souligne que "la famine apparaît à nouveau". Les régions les plus menacées sont le Nord de l'Ethiopie - Erythrée et Tigre - et de graves pénuries alimentaires frappent également le sud du Soudan, le Mozambique et l'Angola.

L'ONU estime qu'en 1995, 45 % des 400 millions d'Africains, vivant dans la misère, seront des femmes.

L'Afrique a été frappée de plein fouet par la recession. La production alimentaire par habitant a diminué (de 1 % par an en moyenne), au cours de la décennie écoulée. Les politiques d'ajustement, visant à renverser les termes de l'échange, en faveur de l'agriculture, en particulier à l'exportation, se sont avérées décevantes. La pénurie de devises a entraîné une raréfaction des biens importés, engrais, outillage nécessaire à la production. La pression sur les finances publiques a provoqué une dégradation des services et des infrastructures. Le renchérissement des prix a, surtout, profité aux cultures d'exportation et aux grandes structures, au détriment des petits producteurs et des paysans sans terres, qui se trouvent, de plus en plus, contraints d'acheter leurs denrées alimentaires.

L'Afrique, où sont situés 15 des 24 pays connaissant des pénuries alimentaires exceptionnelles, est actuellement le continent le plus touché. Au Soudan et dans le Nord de l'Ethiopie, la situation est critique ; au Libéria, en Angola, au Mozambique et en Somalie, de graves pénuries alimentaires persistent, à cause des troubles civils. Plusieurs pays du Sahel connaissent actuellement des problèmes d'approvisionnements, à la suite de mauvaises récoltes. à la fin de 1990.

Le sort des plus pauvres s'est aggravé en Afrique sub-saharienne, au cours des dix dernières années et ne connaît plus d'amélioration dans de nombreux pays du Tiers-Monde, déclare l'organisation "Save the children", dans son rapport annuel.

En Afrique sub-saharienne, le revenu par tête d'habitant a chuté de 2,2 %, en dix ans.

Certains pays comme le Mozambique, la Zambie, le Mali, le Nigéria et le Soudan sont tombés, au-dessous du seuil de la pauvreté.

Les problèmes de santé les plus graves se posent en Afrique subsaharienne où 160 millions d'habitants sont malades ou ne mangent pas à leur faim ; en Asie du Sud et du Sud-Est, notamment en Inde, au Bangladesh, en Birmanie, en Indonésie, au Népal et au Sri Lanka, 500 millions de personnes souffrent de maladies et sont mal nourries. En Afghanistan, en Egypte, en Irak et au Yémen - 25 % de la population est malade. Les maladies les plus répandues sont les diarrhées, les maladies respiratoires, la grippe, la tuberculose et le paludisme. Les maladies transmises par les aliments continuent à poser un important problème de santé publique.

Chaque année, des centaines de milliers de cas de maladies d'origine alimentaire sont signalés à l'OMS.

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a recensé près de cent mille cas de Choléra et, environ, dix mille morts, depuis le début de l'année 1991.

D'après le 8^e Congrès de l'Union Phytopathologique Méditerranéenne, 30 % de la production agricole mondiale est atteinte par des agents pathogènes et 50 % à 90 %, pour les pays sous-développés.

Le mal est aggravé par l'endettement de 150 pays, allant de l'Afghanistan au Zimbabwe qui a atteint 930.599 milliards de dollars au 30 juin 1989, selon un rapport publié par l'OCDE et la Banque des règlements internationaux (BRI), à Bâle.

Le plus grand danger pour l'avenir de l'humanité est "la surpopulation", estime l'explorateur français Jacques-Yves Cousteau, dans une interview publiée par "le Figaro", mais, la croissance démographique n'est pas un facteur exclusif dans la limitation ou l'arrêt de tout essor économique dans les pays sous-développés. D'autres facteurs, parfois contradictoires en apparence, entrent en jeu, pour déclencher un mécanisme complexe que l'auteur de cet article, Jean-Claude Chesnais (recherche n° 171), essaie d'élucider, en analysant certains processus qui donnent la fausse impression d'une quelconque corrélation entre l'accroissement de la population et celui du P.N.B., relevé dans les pays du Tiers-Monde :

Entre 1950 et 1980, la population des deux géants asiatiques, la Chine et l'Inde, a augmenté de près de 800 millions d'habitants ; ce mouvement n'a pas

empêché un progrès économique substantiel, puisque même en Inde, où le changement a été moins profond, le niveau de vie a augmenté de moitié. Dans des pays comme la Chine et le Pakistan, on a affaire à un doublement de revenu par tête, au Mexique et au Brésil, à un triplement.

Nous pensons que, "pour nourrir plus de six milliards d'hommes, de femmes et d'enfants, en l'an 2000, il est urgent de bien gérer les ressources naturelles et l'environnement et fondre ensemble les impératifs socio-économiques et les exigences écologiques"; il faut utiliser des moyens techniquement appropriés, économiquement viables et socialement acceptables.

En vérité, la situation en Afrique s'est dégradée, en raison d'une mauvaise gestion des ressources d'une part et des ajustements économiques imposés par les donateurs d'autre part; la crise économique a entraîné une compression des fonds alloués au secteur de l'éducation et de la santé, au lieu de provoquer une restructuration du système sanitaire.

Une première conférence ministérielle sur la coopération halieutique, entre les Etats africains riverains de l'Océan Atlantique, a été organisée par le Maroc. Elle devra être suivie, non pas par l'extension de slogans occidentaux qui cadrent mal avec la tradition originale et l'entité spécifique de l'Afrique.

L'Afrique commence à saisir les raisons réelles du mal, en comptant sur elle-même et en tentant un véritable réajustement socio-économique, en sus d'une vulgarisation des concepts islamiques d'une éducation pragmatique et efficiente.

Les 109 enfants morts emprisonnés au Nigéria, ces derniers mois, par un sirop contenant une substance chimique toxique - du diéthylène Glycol - ne sont malheureusement pas les premières victimes d'erreur ou de contrefaçons dans l'industrie pharmaceutique du pays le plus peuplé d'Afrique, où le trafic de faux médicaments est un fléau national, relèvent les observateurs.

Les pays islamiques, face à quelques tendances nihilistes endémiques, commencent à diagnostiquer certains symptômes, susceptibles de les orienter vers une thérapeutique saine et adéquate, répondant aux besoins réels du Monde moderne.

Le nombre des Musulmans dans le monde sera de 1,470 milliard, l'an 2000, a affirmé l'agence d'information internationale islamique IINA, basée à Djeddah.

L'agence, qui dépend de l'Organisation de la

Conférence Islamique (OCI), a ajouté que le nombre des Musulmans s'est accru de 166 millions, au cours des huit dernières années.

Selon l'IINA, qui cite une étude statistique, le nombre des Musulmans s'est multiplié par cinq, en trois siècles.

Le mal effectif dont souffre ce monde réside dans le potentiel éducatif infime et son niveau qui risque d'atteindre le seuil de l'ignorance.

En 1990, dans 35 pays islamiques, le nombre d'enfants âgés de 6 à 11 non-scolarisés, atteignait environ 43 millions, indique le document, soulignant que pour les garçons du niveau primaire, le taux d'inscription brut dépassait 100 % dans 10 pays, alors qu'il était inférieur à 50 % dans 7 pays. Au cours de la même année, ce taux était pour les filles, au niveau primaire, supérieur à 100 % dans 9 autres pays et inférieur à 50 % dans 14 autres.

Un autre document préparé par l'ISESCO, pour la même réunion, précise, en ce qui concerne le taux du personnel enseignant féminin, que dans les écoles primaires, on enregistre 37 % dans les pays islamiques contre 53 % que représente la moyenne mondiale. Dans 32 % des pays islamiques, le taux du personnel enseignant féminin dans le primaire est inférieur à 30 %.

Ce document indique que dans les écoles primaires des pays islamiques, la moyenne des élèves, par enseignant, est le plus élevé du monde, avec 33 élèves par enseignant contre 27,1 élèves. Dans certains pays islamiques, cette moyenne atteint un seuil critique. En effet, dans 9 pays (20 %), elle s'élève à 45 élèves par enseignant, et traduit, ainsi, un grand déficit, en matière d'enseignants, ajoute la même source.

Pour remédier à cette situation, un grand nombre de pays islamiques déploient de sérieux efforts, afin de développer leurs ressources humaines et d'atteindre les objectifs de l'éducation de base et ce, par la modernisation de l'enseignement, par la réforme de ses structures, l'élargissement de son champs d'action et par l'affermissement de ses relations avec le travail productif.

Les pays islamiques s'engagent à universaliser l'enseignement primaire et à éliminer l'analphabétisme des adultes. Depuis nombre d'années, ils ont utilisé "l'approche à deux voies" qui vise à réduire systématiquement l'analphabétisme, en généralisant l'enseignement primaire, pour tous les enfants et en dispensant une éducation fondamentale, comprenant

l'alphabétisation aux adolescents et aux adultes.

Tous les plans éducatifs nationaux visent, en priorité, à réaliser l'éducation primaire universelle, d'ici l'an 2025.

Ces données fournies par des organismes islamiques, sont corroborées par l'ONU qui souligne que 962,6 millions d'hommes et de femmes, soit un quart de la population adulte du monde en 1990, ne peuvent ni lire ni écrire. Près des deux tiers de ces personnes sont des femmes. Dans 14 pays dont 10 en Afrique et quatre en Asie - le taux d'analphabétisme chez les femmes dépasse 80 %.

"L'éducation et la formation fondamentales dans la perspective du développement des ressources humaines dans les pays islamiques", est le thème d'une réunion sectorielle entre les institutions spécialisées des Nations-Unies et de l'Organisation des Pays Islamiques tenue à Rabat.

L'impact de l'éducation de base dans le progrès économique et technologique, est largement reconnu.

Une population, bénéficiant d'une instruction solide, est mieux préparée à répondre également à d'autres aspects du développement tels que la santé, la fécondité et l'environnement.

L'éducation constitue un bon investissement, pour le développement d'un pays.

Un enfant abandonné ou mal éduqué, devient la proie à tous les maux.

En novembre 1989, l'Assemblée générale des Nations-Unies adoptait la convention relative aux droits de l'enfant qui vise à protéger les millions d'enfants exploités, abandonnés ou maltraités, partout dans le monde.

Elle concerne, tout autant, les quelque deux millions de cas de violences à enfant, signalés chaque année aux Etats-Unis (un chiffre qui a été multiplié par trois, au cours des dix dernières années) que la montée en flèche du monde des enfants de la rue, en Amérique Latine. Les enfants victimes de conflits armés sont également l'un des points essentiels de la convention.

On estime à sept millions dont le plus grand nombre se trouve en Afrique - l'effectif de ceux qui grandissent aujourd'hui dans les camps de réfugiés, souvent dépourvus d'identité et de nationalité, privé de soins, d'aliments et d'éducation. Pour beaucoup de ces enfants, grandir normalement, acquérir des aptitudes, trouver un travail, se faire une place dans la

société seront chose impossible. D'où le désespoir et la chute dans le mal.

Au cours des dernières années, quelque 200.000 jeunes de moins de 15 ans, ont été enrôlés dans les forces armées, obligés de tuer ou de mourir.

La convention cherche à proscrire la participation des enfants aux conflits armés, visant à faire de l'enfance une "zone de paix", afin de préserver l'unique chance de chaque enfant de se développer, du point de vue physique et mental.

Environ 80 millions d'enfants âgés de 10 à 14 ans sont livrés à des travaux pénibles qui entravent leur développement normal, et ce, pendant de très longues heures, chaque jour. Ils sont nombreux à être exploités dans les usines, ateliers, mais la majorité d'entre eux travaillent dans l'agriculture ou comme domestiques. Beaucoup d'enfants sont contraints, dès la naissance ou après avoir été vendus, de travailler dans des conditions proches du servage, 30 millions d'enfants vivent dans les rues des villes. Enfants fugueurs, abandonnés ou orphelins. Ils ne bénéficient pour la plupart, ni de soins de santé ni d'éducation et les multiples cas des enfants maltraités, des enfants martyrs, des victimes de sévices sexuels sur lesquels pèsent encore de redoutables tabous, constituent quelques faits qui se répètent, à longueur de journée, dans les pays européens.

L'effort éducatif en Afrique doit s'équilibrer partout, dans le continent. Un petit Africain coûte, en moyenne, 150 FCFA par an à son pays, contre 750.000 FCFA pour un petit Français. Bien que les 150 FCFA ne contiennent pas les aides étrangères diverses, ils démontrent, néanmoins que l'échec scolaire en Afrique noire francophone prend ses véritables racines à ce niveau. A titre de comparaison, les pays africains francophones du sud du Sahara déboursent, par an, en moyenne, de 1 à 2 millions de FCFA, par étudiant.

La conférence mondiale sur l'éducation pour tous, parrainée par la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), tenue en 1990 à Bangkok (Taïlande), s'est penchée sur la dégradation de la situation de l'enfance dans le monde.

"Les années 80 laisseront le souvenir d'une décennie, au cours de laquelle le progrès aura stagné pour une grande partie de l'humanité". Ce constat très amer de James P. Grant, directeur général de l'UNICEF a été confiné dans le rapport 1989 de son